



Réunion d'Experts

Résilience aux crises et durabilité du développement en

Afrique du Nord et de l'Ouest

Marrakech, 1-2 novembre 2022

Note conceptuelle

I- Introduction

1. À travers le monde, les pays sont actuellement confrontés à toutes sortes de chocs de grande ampleur et concomitants. L'Afrique est victime de plusieurs crises dont elle ne porte pas la responsabilité : crise financière mondiale, changement climatique, Covid19 et conflit Russie-Ukraine. Le continent est également confronté à des défis structurels, notamment le changement climatique, l'insécurité et la lenteur de la transition démographique. Le renforcement de la résilience, aux niveaux national, régional et mondial, est donc essentiel pour préserver les progrès accomplis, ainsi que pour un développement socio-économique durable et inclusif.

2. La crise de la COVID-19 a eu des répercussions considérables sur la trajectoire de développement de l'Afrique. La croissance, l'emploi et les finances publiques (d'importantes contre-mesures ayant été prises par le gouvernement) ont été fortement impactés, sans oublier l'augmentation de la pauvreté et le ralentissement de l'accumulation du capital humain, qui constitue des obstacles à plus long terme pour la croissance. Pour ce qui est des entreprises, les micro petites et moyennes entreprises (MPME) ont été affectées de manière disproportionnée, notamment du fait d'un accès limité aux financements nécessaires à leur résilience. Concernant les groupes de travailleurs vulnérables, l'emploi, les salaires et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée chez les femmes ont été plus touchés que chez les hommes. De la même manière, la transition de l'école au marché du travail est devenue plus difficile pour les jeunes.

3. Le conflit opposant la Russie à l'Ukraine a exacerbé les impacts sociaux et économiques négatifs de la COVID-19. La hausse de l'inflation, en particulier pour les denrées alimentaires et l'énergie, et la crise alimentaire mondiale qui s'annonce en constituent un exemple. Un récent rapport des Nations-Unies suggère que le monde est confronté à la plus grande crise du coût de la vie du XXI^e siècle. Le conflit a également des répercussions à long terme, particulièrement sur l'organisation du commerce mondial et des investissements, ainsi que sur les rapports commerciaux entre pays comme moyen de diversification de l'offre.¹

4. La crise actuelle liée au changement climatique a fait augmenter la probabilité et la fréquence des pandémies de l'ampleur de celle de la Covid-19. Désormais, un effet de rétroaction existe entre le changement climatique et la dégradation des sols, affectant la disponibilité de l'eau pour le secteur agricole et pesant sur la sécurité alimentaire et hydrique mondiale. L'augmentation des prix des denrées alimentaires en 2022 donne un aperçu de la nature des crises à venir, avec une juxtaposition d'événements climatiques extrêmes (sécheresses exceptionnelles par exemple), de conflits (crise Russie-Ukraine) et de pandémies (l'effet de la Covid19 sur les chaînes d'approvisionnement).² Même si elle est responsable de moins de 4% des émissions de gaz à effet de serre, l'Afrique est le continent le plus touché par le changement climatique. En particulier, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest sont fortement affectés par la triple crise planétaire. De tous les pays méditerranéens, l'Afrique du Nord est la sous-région la plus touchée par les sécheresses selon le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), ce qui constitue une menace pour

² De nombreux pays exportateurs, comme l'Inde, ont connu de graves sécheresses qui ont fortement affecté leur production de céréales. Les conditions climatiques en Chine ont amené le pays à constituer des stocks importants.

les infrastructures, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et d'autres secteurs créateurs d'emplois comme le tourisme. Les pays d'Afrique de l'Ouest sont également fortement impactés par les changements climatiques. Or, 7 des 15 pays de la région appartiennent à la région du Sahel, caractérisée par une hausse des températures, des inondations dévastatrices, des sécheresses et l'insécurité alimentaire qui en découle. En conséquence, 50% de la population de la région est en situation d'insécurité alimentaire (OCHA {*Bureau de la coordination des affaires humanitaires*} 2021), de même qu'une récente étude suggère que 28 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire.

5. Dans ces conditions, il est primordial pour les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest de bâtir des économies plus résilientes aux effets des changements climatiques, servant de base à un développement socio-économique durable et inclusif. Pour finir, il convient de noter que chaque crise s'accompagne d'opportunités. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des liens commerciaux offrent à l'Afrique des opportunités de tirer parti de la Zlecaf et de mettre en place des chaînes d'approvisionnement régionales résilientes. L'accélération du numérique, qui constitue une méga-tendance, est une autre opportunité de développement pour le continent, avec toutefois des risques de creusement des inégalités, à moins que le fossé numérique existant ne soit considérablement atténué.

II- Contexte et motivation

6. Dans un monde marqué par une instabilité et une incertitude croissantes, confronté à des crises dont les effets peuvent être durables, le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources sont indispensables pour développer une plus grande résilience. D'une part, les gouvernements sont confrontés à des problèmes plus complexes et plus difficiles à tel point qu'il leur est impossible de les résoudre seuls, d'autre part, les crises mondiales en série exercent une pression sur les finances publiques et sur la capacité de l'État à mettre en œuvre des politiques efficaces. En réponse à cette nouvelle série de défis, les pays se sont efforcés de concevoir de nouveaux modèles de développement en adoptant des approches novatrices centrées sur la résilience et la capacité d'adaptation.

7. La réunion du groupe d'experts (RGE), prévue les 1^{er} et 2 novembre 2022, se penchera sur le thème général de la **Résilience aux Crises et de la Durabilité du Développement en Afrique du Nord et de l'Ouest**. Elle abordera plusieurs sujets transversaux que les crises passées ont révélé comme étant essentiels à la fois à la résilience et au développement durable. L'objectif principal de la RGE est la formulation de recommandations politiques concrètes et l'élaboration d'actions prioritaires pertinentes pour s'attaquer aux innombrables facteurs entravant le développement durable, en particulier en Afrique du Nord et de l'Ouest. Les objectifs spécifiques sont les suivants : (i) élaborer des systèmes alimentaires et énergétiques résilients et durables en Afrique du Nord et de l'Ouest ; (ii) améliorer le financement et la performance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en tenant compte des femmes, des jeunes et de la prospective planétaire ; (iii) capitaliser les acquis de la ZLECAf pour bâtir des économies résilientes et durables ; (iv) tirer parti des opportunités du dividende démographique et (v) encourager l'émission d'obligations vertes en Afrique du Nord et de l'Ouest.

8. Le premier sujet concerne le point central de la réunion de l'ICSOE et le fait que, dans le contexte des répercussions du changement climatique, de la pandémie de COVID-19 et de la crise russo-ukrainienne, l'économie mondiale a non seulement connu un ralentissement marqué, aggravé par une inflation élevée, mais elle reste menacée par crises alimentaires et énergétiques de grande ampleur. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest comptent parmi les régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, en raison de leur forte dépendance à l'égard des importations alimentaires. Les problèmes structurels et les évolutions récentes ont incité les gouvernements africains à revoir leurs stratégies alimentaires et énergétiques et à se tourner vers des solutions innovantes et technologiques.

9. Le deuxième sujet est relatif à l'impératif selon lequel un tissu social plus résilient nécessite un investissement accru dans les quatre piliers identifiés par l'Union Africaine pour la capture du dividende démographique, à savoir l'emploi et l'esprit d'entreprise, l'éducation et le développement des compétences, la santé, le bien-être et les droits, la gouvernance et enfin l'autonomisation des jeunes. Dans cette perspective, les politiques, les plans, les programmes et les budgets nationaux doivent être en cohérence avec les piliers du dividende démographique identifiés dans les pays africains, en particulier en Afrique de l'Ouest.³ De plus, la

capture du dividende démographique et le renforcement de la résilience nécessitent une contribution plus importante du secteur privé, notamment des MPME. En effet, avec une contribution de plus de 90% de l'emploi en Afrique, les MPME peuvent être un moteur essentiel de la croissance économique, de l'emploi et de l'innovation. Elles constituent en outre un canal essentiel pour l'emploi des femmes en Afrique et peuvent contribuer à leur intégration sur le marché du travail et à en diversifier la main-d'œuvre. Les MPME peuvent jouer un rôle important dans le nouveau modèle de développement, en mettant à profit les leçons tirées des crises passées et en dotant les pays des moyens nécessaires pour faire face plus efficacement aux crises futures. La participation des MPME à la transition verte est ainsi essentielle, à la fois comme fournisseur de solutions et comme agent de transformation des activités au service d'une croissance verte : par leurs produits, leurs services et leurs pratiques commerciales, les PME doivent contribuer à la préservation du climat, de l'environnement et de la biodiversité.

10. Le troisième thème illustre le fait que la mise en œuvre effective de la Zlecaf devrait faciliter la création de chaînes de valeur sous-régionales capables de transformer les ressources naturelles et minières abondantes dans les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest en produits à valeur ajoutée. La Zlecaf devrait également se traduire par une augmentation de la production de biens et de services commercialisables, générant ainsi des emplois plus productifs et des revenus, et partant, une plus grande résilience économique.

11. Le quatrième et dernier thème spécifique est consacré au financement de la transition vers un modèle de développement "vert". Pour atteindre cet objectif, l'Afrique doit investir environ 200 milliards de dollars par an d'ici 2025 et plus encore d'ici 2030. Le financement constitue un enjeu majeur dans un contexte marqué par un endettement croissant et une faible mobilisation des ressources domestiques. Le poids de la dette souveraine en Afrique (hors Afrique du Nord) a augmenté d'environ 6% entre 2019 et 2020, pour atteindre un niveau record sur les dix dernières années (702 milliards USD). En Afrique du Nord, cette augmentation a été encore plus importante, atteignant 12%. La mobilisation d'obligations vertes souveraines et, plus important encore, une utilisation efficace du produit de ces obligations pour des investissements verts productifs, peuvent aider à atteindre cet objectif.

III- Objectif de la réunion du groupe d'experts

12. L'objectif principal de la réunion du groupe d'experts est de : (i) débattre des leviers de la résilience face aux crises et de la durabilité du développement dans un monde sujet à des crises dont la fréquence et l'ampleur augmentent, et (ii) proposer la mise en place de politiques publiques innovantes.

IV- Participants

13. La réunion du groupe d'experts rassemblera des chercheurs en politiques publiques, des experts des États membres et des représentants d'institutions internationales dans les domaines suivants : sécurité alimentaire et énergétique, finance - Fintech, numérique, agriculture, énergie, PME, entrepreneuriat féminin, gestion des risques, économie de l'environnement et changement climatique.

V- Contenu de la réunion du groupe d'experts

14. La réunion du groupe d'experts s'articulera autour de 4 sessions, comme suit :

Session 1 : Des systèmes alimentaires et énergétiques résilients en Afrique du Nord et de l'Ouest

15. Cette première session abordera les faits saillants concernant la nature multidimensionnelle des crises alimentaires et énergétiques actuelles et à venir en Afrique du Nord et de l'Ouest. Elle se compose de deux parties :

- Crise et sécurité alimentaire en Afrique du Nord et de l'Ouest, table ronde;
- Énergie et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest;
- Engrais et sécurité alimentaire en Afrique;
- Enjeux de la construction d'une agriculture durable en Afrique.

Session 2 : Mettre à profit les possibilités offertes par le dividende démographique et le développement des PME, sur fonds d'insécurité alimentaire et énergétique

16. La session est divisée en deux parties. La première partie sera consacrée aux moyens de renforcer la résilience à long terme de l'économie du point de vue de la démographie et des entreprises :

- Budget sensible au dividende démographique : Une initiative destinée à accélérer la réalisation des objectifs démographiques et à renforcer la résilience face aux crises multiples;
- Renforcer la résilience aux situations de crise ; enseignements de la crise de la Covid19 en Tunisie.

17. La deuxième partie traite, quant à elle, de la stimulation des entreprises:

- Entrepreneurat féminin et entreprises familiales, table ronde;
- Plateforme de mise en relation des entreprises ouest africaines.

Session 3 : Les échanges commerciaux pour la création de systèmes alimentaires et énergétiques résilients et durables

18. La session abordera le rôle des échanges commerciaux dans la mise en place de systèmes alimentaires et énergétiques résilients en Afrique. Elle examinera les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Zlecaf dans les deux sous-régions, les enjeux, perspectives et modalités de capitalisation des opportunités de l'accord dans un contexte de crises multiples :

- Opportunités présentées par la ZLECAf pour atteindre la sécurité alimentaire en Afrique, en particulier du Nord et de l'Ouest ;
- Mise en œuvre de la ZLECAf : Etat des lieux et perspective de l'Afrique de l'Ouest ;
- Plateforme africaine d'échanges commerciaux ; Mettre la ZLECAf au service de la sécurité alimentaire ;
- Développer un partenariat visant à soutenir la mise en œuvre de la Zlecaf : les meilleures pratiques du partenariat CEA/CIFC.

Session 4 : Financement de la transition verte - table ronde

19. Cette dernière session abordera les questions et les défis du financement vert :

- Expériences en matière d'émission d'obligations vertes : enseignements provenant de certains pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest;
- Conversion de dette-climat ; leçons et opportunités pour l'Afrique.

VI- Résultats escomptés

20. Les résultats escomptés de la RGE sont une prise de conscience et des connaissances accrues de la part des principales parties prenantes pour ce qui concerne :

- Les enjeux de la formulation des politiques publiques face aux crises multiples et au changement climatique dans une optique de la sécurité alimentaire et énergétique;
- Le rôle de l'État dans l'exploitation du potentiel des PME comme vecteur essentiel pour la formulation de stratégies de réponse à la crise, à même de garantir la durabilité, l'inclusivité, la résilience et la transition verte;
- Le rôle de l'État dans la capture du dividende démographique;
- La mise en œuvre de la ZLECAf : état des Lieux et Perspectives de l'Afrique du Nord et de l'Ouest;
- Les politiques publiques clés pour mettre en place des systèmes alimentaires durables et des initiatives dans le domaine du financement vert.

VII- Résultats

21. À la suite de la RGE, les éléments suivants seront rédigés et disséminés :
- Le rapport de la réunion, comportant les conclusions et les recommandations;
 - Les notes d'orientation publiées sur la base des discussions de la RGE.

VIII- Documents et langues de travail

22. Le document de travail et le programme de la RGE seront transmis aux participants en temps utile. Les langues de travail seront l'arabe, l'anglais et le français, et l'interprétation simultanée sera assurée.

IX- Dates et lieu de la réunion

23. La réunion se tiendra à Marrakech les 1^{er} et 2 novembre 2022.

X- Personnes-contact:

| Afrique du Nord | Afrique de l'Ouest |
|---|---|
| <p>Coordination : Soumaya Iraqui-Houssaini Chef de section, Emploi et compétences, BSR-AN Email: soumaya.iraquihoussaini@un.org</p> <p>Zoubir Benhamouche Economiste, Responsable sous-régional pour l'Afrique du Nord Email: benhamouche@un.org</p> <p>Secrétariat :</p> <p>Fouzia Assou Qaddour Email: assouqaddou@un.org</p> | <p>Coordination : Mamoudou Sebeogo Economiste, Section des Initiatives sous-régionales Email : sebeogo@un.org</p> <p>Carolina R Coutinho Economiste associé, Section Dynamique démographique pour le développement Email : carolina.rigotticoutinho@un.org</p> <p>Secrétariat :</p> <p>Zara Sani Email: saniz@un.org</p> |